

Quatrième Colloque du Club Energy

**Il ne peut y avoir de transition
énergétique sans transition
économique**

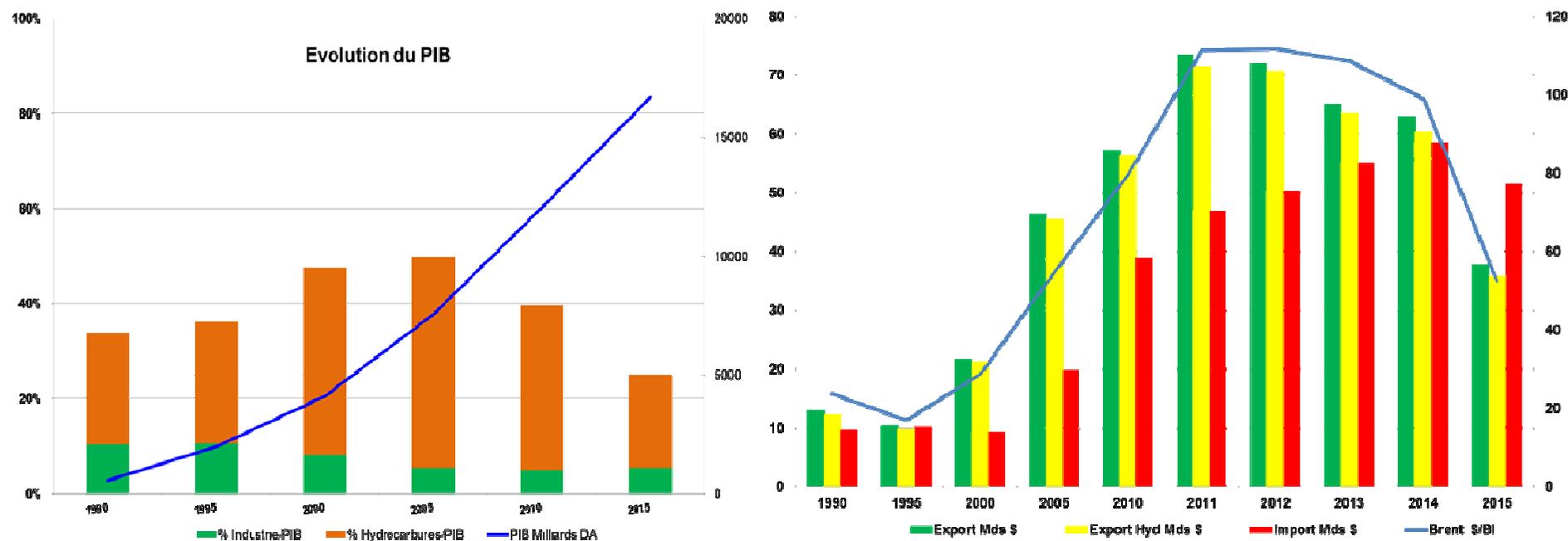
Nadir Sekfali

Kolea 13 mai 2017

Des fondamentaux économiques invariants

- Sur la période 2000/2015, les hydrocarbures ont généré en moyenne 98% des revenus d'exports, 67% des recettes fiscales et ont contribué pour 35% au PIB.
- Dans les contextes haussiers du prix du pétrole, les hydrocarbures ont été et restent le vecteur de croissance
- Dans les cycles baissiers, ils deviennent le facteur de récession.

La rente pétrolière ne stimule pas automatiquement la diversification de l'économie (part de l'industrie dans le PIB = 5% en 2015)

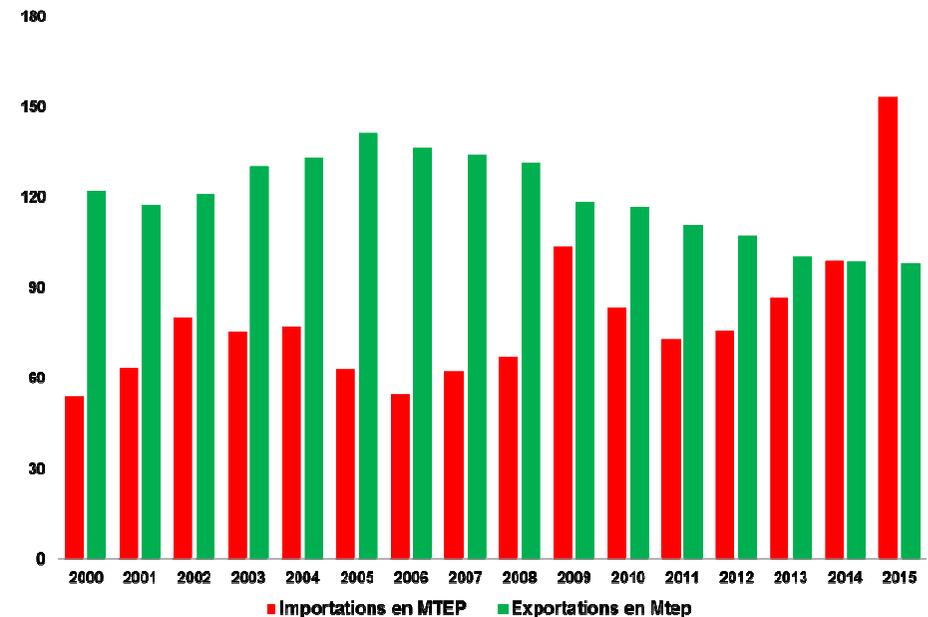
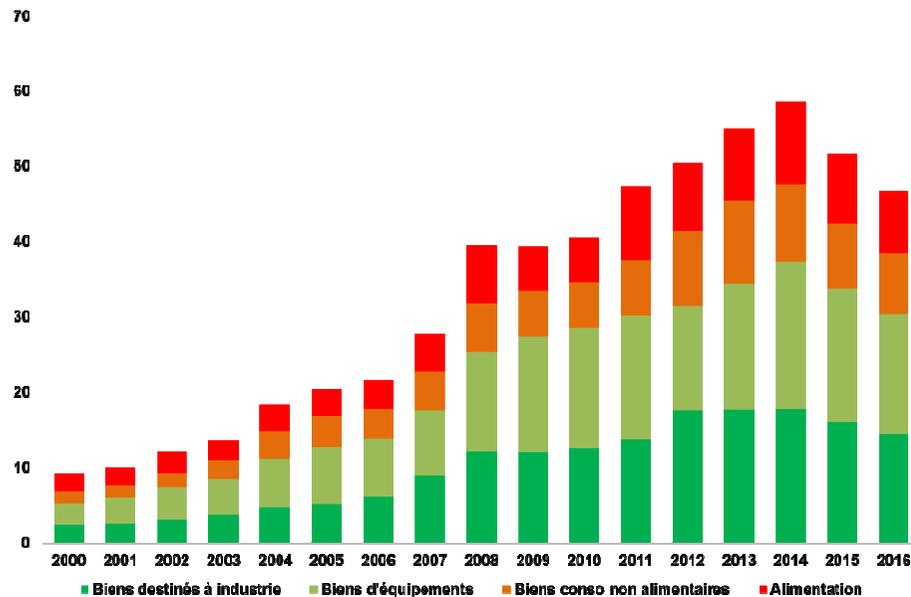


Importer \equiv Consommer énergie

La croissance économique induit plus d'importations qui augmentent la pression sur les exportations d'hydrocarbures.

- Les biens de consommation représentent entre 35% et 40% des importations
- Les biens destinés à l'outil industriel oscillent entre 25% et 30%
- L'excédent de la balance commerciale a disparu ces dernières années

Une nécessité : la structure des exportations doit évoluer vers un mix de plus d'exports en produits/services

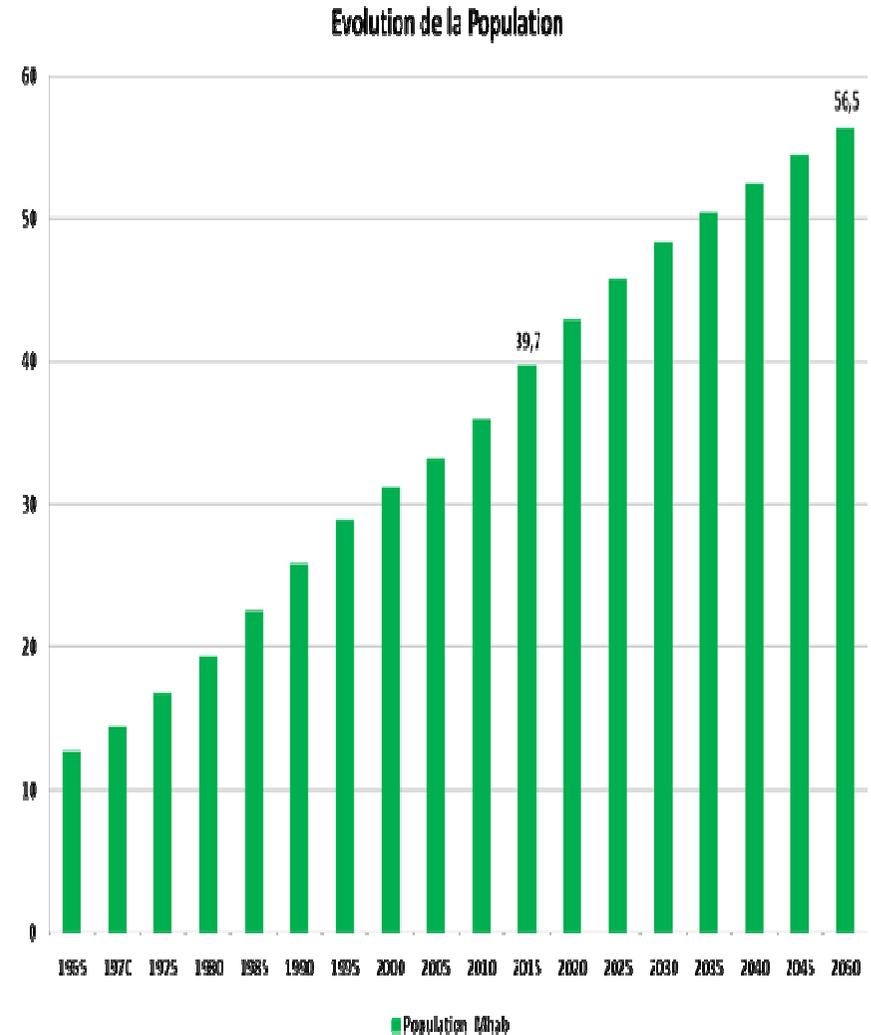


↗ démographique ↗ besoins énergie

- Début 2016: 40 millions d'habitants - 46% ont moins de 25 ans.
- Reprise démographique: 1,5% en 2000 et 2,2% en 2015.
- Le prolongement de cette tendance récente donne 50 millions d'algériens dans 20 ans.

La dynamique démographique engendrera des besoins croissants en alimentation, logements, emplois, eau, services de base (éducation, santé, infrastructures de transports, de loisirs, ...), équité sociale, ... territoriale, ...

Ces exigences sociales futures se traduiront en besoins en énergie



Une consommation d'énergie à fort potentiel de croissance

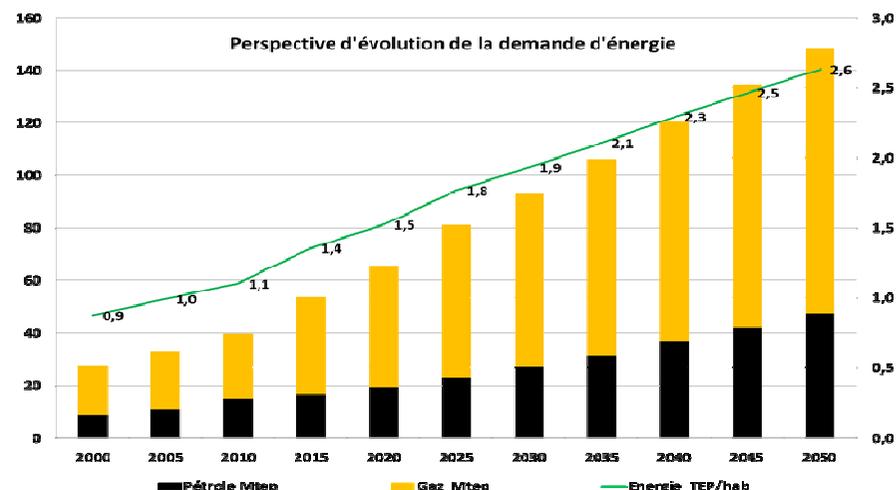
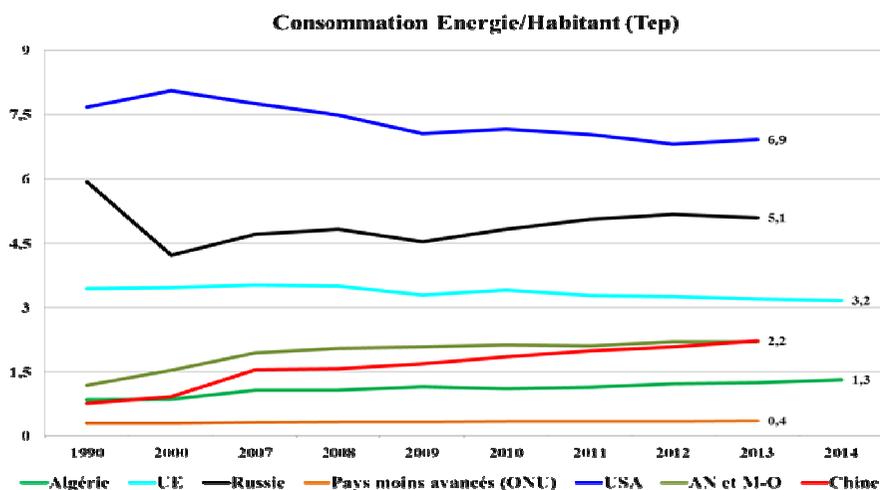
Avec une croissance 3%/an sur les 15 dernières années, la consommation/hab. est néanmoins basse comparée à celle des pays industrialisés

1,3 TEP par habitant en 2014: 2 fois moins qu'en Chine et 3 fois moins qu'en UE

Selon CREG: la demande intérieure de gaz devrait progresser de 3,6% à 7,2%/an dans les prochaines années.

Dans un scénario faible, la consommation totale d'énergie serait de 80 Mtep en 2025 et près de 110 Mtep en 2035.

La croissance soutenue de la demande domestique en énergie créera, à terme, de fortes tensions sur les capacités de production d'hydrocarbures



Des enjeux majeurs

ENJEU ECONOMIQUE

- Réduire l'exposition de l'économie aux fluctuations des prix mondiaux du pétrole et réduire progressivement la dépendance de l'économie aux seules hydrocarbures par une transition énergétique.

.

ENJEU SOCIAL

- Satisfaire les besoins légitimes d'une population à potentiel de croissance

ENJEU INDUSTRIEL

- Favoriser l'émergence de plateformes d'activités industrielles et de services pour créer une offre de biens et services, des emplois et pallier à l'envolée du déficit de la balance commerciale.

Les leviers d'action

- La lutte contre les gaspillages énergétiques
- La rationalisation de la consommation d'énergie
- Le développement des filières industrielles/services
- Le financement de la transition énergétique

Les résultats ne s'envisagent que dans une perspective de long terme alors que la mise en œuvre des leviers doit se faire sans délai et de manière concomitante

Lutter contre les gaspillages énergétiques

La lutte contre le gaspillage est multiforme et doit toucher tous les secteurs:

- Le secteur de l'énergie
 - Le secteur industriel
 - Le secteur des transports
 - Les ménages
-
- Par la fixation de prix de référence de l'énergie
 - Par le relèvement progressif des divers tarifications de l'électricité, des carburants et du gaz
 - Par la sanction des abus

La lutte contre le gaspillage de l'énergie doit être adaptée aux particularités du pays

Elle ne réussira que si elle s'accompagne de solutions alternatives

La rationalisation de la consommation d'énergie

Rationalisation de la consommation et lutte contre les gaspillages sont des actions interdépendantes.

La rationalisation de la consommation de l'énergie implique:

- les démarches volontaristes de tous, à tous les niveaux de décision
- une communication efficace et convaincante du consommateur
- l'adaptation de la formation
- le changement des comportements individuels et collectifs
- des choix technologiques cohérents
- la mise aux normes des installations industrielles, des transports, de l'habitat
- la disponibilité sur le marché de biens peu énergivores

Des actions ont été déjà engagées pourtant les résultats n'ont pas répondu aux attentes.

Les ressources du FNME et les moyens (financiers et humains) de l'Aprue doivent "matcher" les enjeux,

Seules des politiques volontaristes fondées sur les priorités à privilégier et à assumer peuvent amener à une évolution du modèle actuel

Le développement des filières industrielles/services

- Une stratégie et des politiques à long terme auront pour objectif la transformation radicale de l'économie actuelle, sa modernisation et sa construction sur des bases pérennes assurant l'indépendance économique du pays et le bien-être de la population et des générations futures.
- Le pays ne peut plus se focaliser sur une énergie particulière mais privilégier un mix énergétique.

Le développement devra:

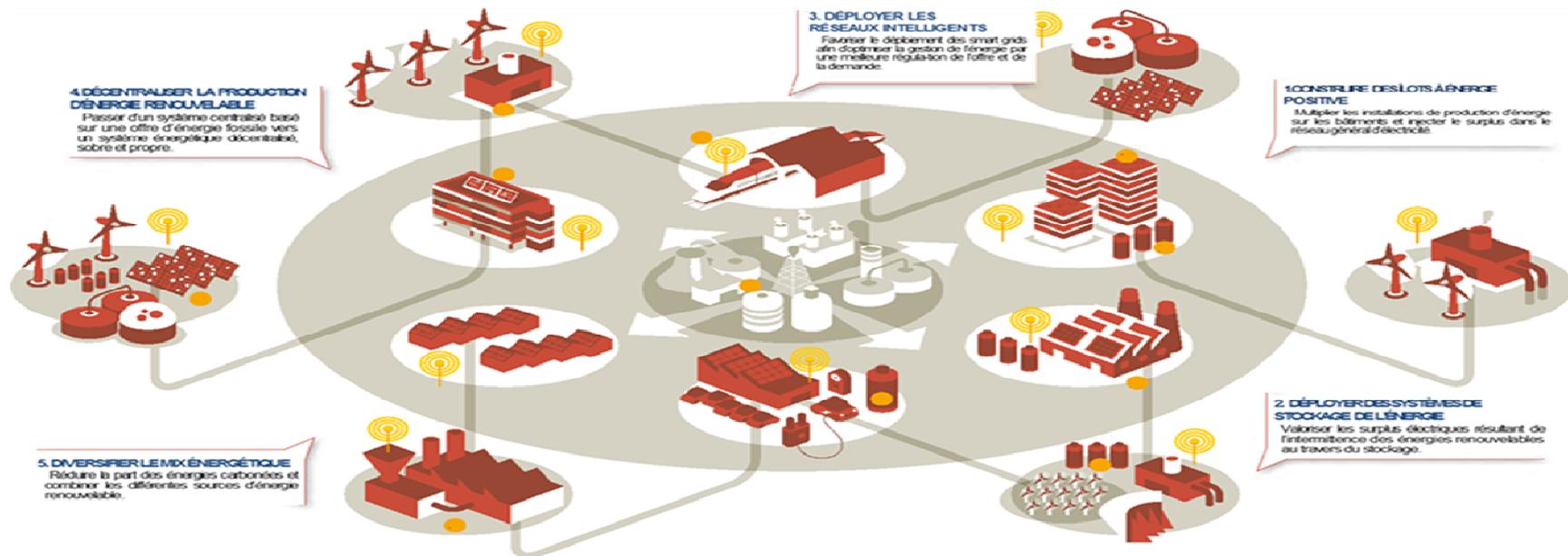
- promouvoir la production de biens et services locaux et leur intégration dans tous les projets et programmes
- rationaliser les importations en imposant des normes d'efficacité énergétique
- imposer là où c'est possible des obligations d'utilisation des énergies renouvelables
- conduire à une révision radicale de la conception des programmes et de l'attribution des marchés.

Le recours aux EnR: un levier de développement national

Le programme de développement des énergies renouvelables devra conduire:

- à un changement radical du modèle de développement
- au développement de filières industrielles nouvelles

Les EnR seules sont en mesure d'assurer rapidement et durablement l'approvisionnement énergétique du marché national en complément des hydrocarbures



Les modes et la diversification des sources de financement

Les coûts de production des EnR sont encore élevés:

- Le coût pour l'économie nationale serait encore plus élevé si le développement des EnR est réalisé exclusivement au moyen des importations
- C'est pourquoi la transition énergétique doit être assurée
 - ✓ au moyen d'une intégration volontariste de biens et services nationaux produits suivants les technologies les plus efficaces.
 - ✓ grâce à des aides et avantages octroyés.

Les aides et sources de financement sont multiples:

- Les obligations d'achat des EnR aux tarifs réglementés
- Les traitements fiscaux spécifiques
- Les subventions directes
- Les supports au financement
- Le recours aux PPP

La fiscalité et subventions

Un traitement fiscal particulier:

- une faible fiscalisation des sociétés de fabrication d'équipements, de service et de production d'EnR
- des crédits d'impôt pour compenser les dépenses engagées
- une dépréciation accélérée des investissements réalisés
- des rabais ou des exemptions de taxes sur la production, sur la création d'emploi
- ...

Des financements directs sous la forme de:

- Subventions directes aux fabricants d'équipements, aux prestataires de services et aux producteurs d'EnR
- Subventions directes aux ménages (aux faibles revenus, encouragement à l'utilisation du solaire domestique)

Les politiques basées sur les aides fiscales et les subventions ont leurs défauts ... et contraintes

Elles nécessitent de la rigueur dans l'octroi et des moyens de contrôle efficace

Les supports au financement

L'accès au financement doit être facilité

✓ par l'octroi:

- de prêts préférentiels aux producteurs d'équipements et de services et aux producteurs d'EnR
- de prêts à taux bonifiés pour les études de projets
- de prêts à taux bonifiés aux consommateurs
- de garanties d'emprunts

✓ par l'encouragement et l'aide financière à la R/D, aux Universités, aux collectivités locales pour la promotion des EnR et leur développement

Le succès de la politique de financement passe par:

- la modernisation du système financier
- la mise en place de procédures d'octroi et de contrôle rigoureuses, objectives et transparentes
- une évaluation constante des résultats obtenus et des obstacles rencontrés

Mais aussi, par la mobilisation de l'épargne nationale au profit d'un fonds national spécifiquement dédié aux EnR

Le recours aux PPP

Le cadre privilégié de réalisation des grands projets d'EnR pour la production d'électricité est le Partenariat Public Privé (PPP):

- pour accéder à la technologie
- pour le financement
- pour produire plus rapidement

Le recours au financement de projet (financement sans recours) est la principale forme appliquée aux projets de production d'énergie,

Ce type de financement est une combinaison d'apports de fonds propres et de dette bancaire:

- un financement hors bilan pour l'emprunteur (sans recours): c'est son principal intérêt
- des fonds rémunérés par les cash-flows générés par le projet d'où l'intérêt porté par les investisseurs/prêteurs à la rentabilité économique
- des fonds garantis par les actifs du projet

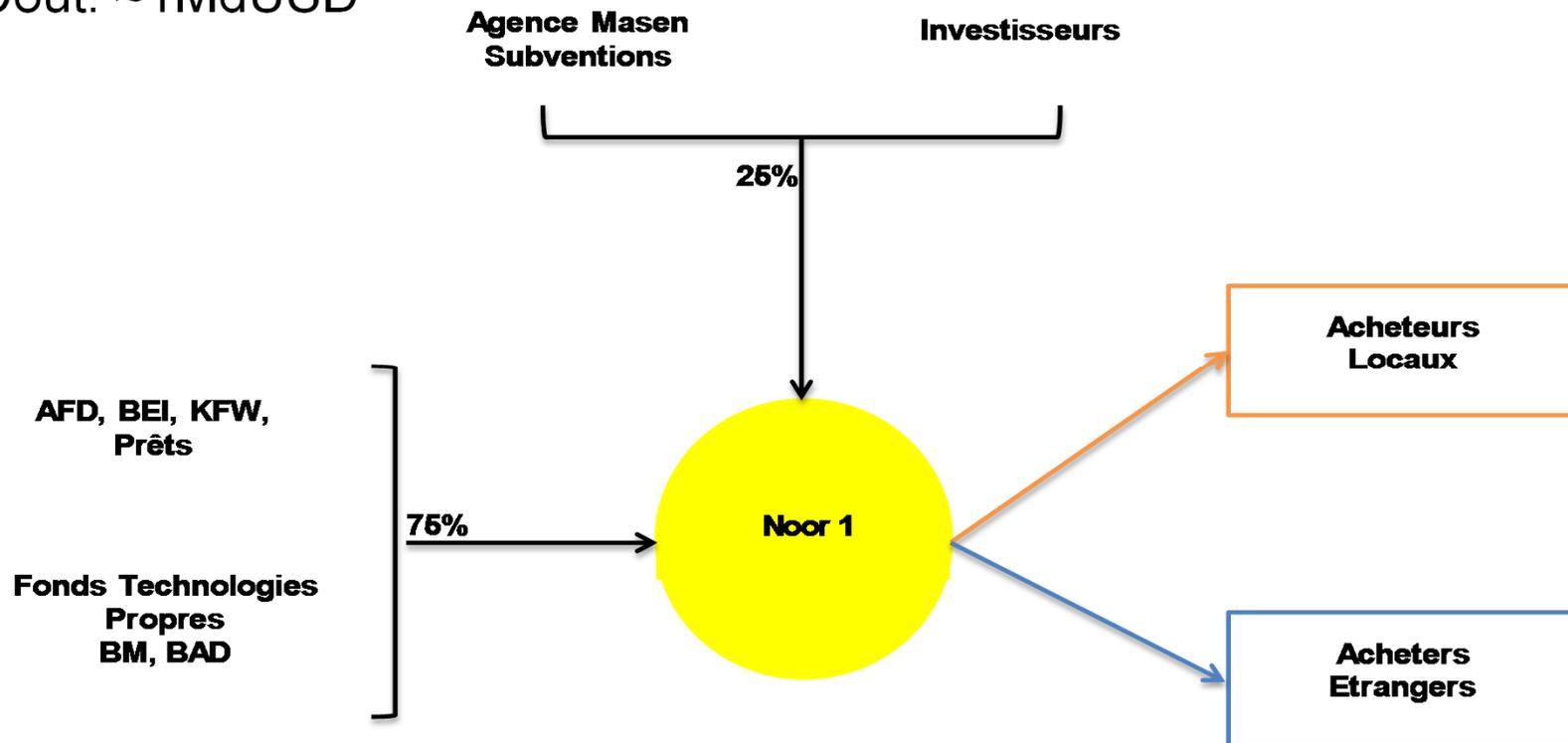
Autres formes: BOOT, BOT ...

Exemple: centrale solaire Noor 1

CSP Capacité: 160 MW

Stockage de 3 heures de production

Coût: ≈1MdUSD



Conclusions

1. Le pays ne pourra plus continuer à financer son développement et son commerce extérieur uniquement par les hydrocarbures
2. La couverture à long terme de l'ensemble des besoins énergétiques du marché domestique ne seront assurés que grâce au recours aux énergies nouvelles et renouvelables
3. Le recours aux EnR doit servir de levier au développement de la production de biens et services nationaux
4. Le modèle actuel de développement économique doit absolument évoluer